

LA VOIX DE



Kanaky

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2020 • N°21 • 100 F.CFP
Email : lavoixdekanaky@gmail.com - ISSN 260663239

OUI, LA NATION KANAKY NAITRA PAR TON VOTE

ÉDITORIAL *Par Maguite DECLERCQ*



« Mettre ses rêves à la portée de nos mains » Raphaël PIDJOT



« Le terme kanak ne désigne pas une ethnie ni une race, l'objectif de la société kanak signifie la construction d'un peuple multiracial solidaire et fraternel » Pierre DECLERCQ

Les jeunes Kanak dès 1975 ont revendiqué l'Indépendance Kanak car c'était le moyen de retrouver leur souveraineté, leur dignité après tant d'années de souffrances dues aux pertes de leurs terres, aux destructions de leurs tribus par l'armée, aux nombreux morts et déplacés.

A cela s'ajoute encore aujourd'hui un racisme ambiant et des inégalités sociales : la culture Kanak et la culture française ne sont pas à égalité.

A la fin des années 70, la place des non Kanak a tout de suite été abordée et les leaders dans les partis politiques de l'époque pensaient que la construction de ce pays indépendant nécessitait un travail commun entre Kanak et non Kanak. Ce n'est pas lorsque la case est terminée qu'il faut venir dire « j'aurais voulu qu'elle soit comme ceci et comme cela ». Il faut bien reconnaître que les non-Kanak sont restés minoritaires dans les partis indépendantistes, excepté au RDO ou maintenant au MOI. Et le travail de construction d'un

(suite page 2)

DANS CE NUMÉRO

Éditorial.....1-2

RÉFÉRENDUM

Période transitoire incompressible et nécessaire 2
Pour un référendum serein ...3

POLITIQUE

De plus en plus de non kanak sont indépendantistes..... 4
Le nom du non : « Division », voire « chaos » !5

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les Feoui4-5
Remobilisons-nous6

ÉCONOMIE

On ne nous a pas tout dit.....7

LITTÉRATURE

« Le sens du Oui ».....8

COURRIER DES LECTEURS

Je t'aime Kanaky8

projet Pays a été fait essentiellement par des Kanak avec quelques non Kanak.

Depuis les années 70, dans le sillage de la circulaire MESSMER qui visait à rendre les Kanak minoritaires dans leur pays, beaucoup d'Européens sont arrivés et inconsciemment ils savaient le rôle qu'ils devaient jouer ici. Ils sont là pour que la France reste ici. Les intérêts de la France sont géopolitiques et matériels : le domaine maritime qui, avec les autres territoires ultra marins, en fait la seconde puissance maritime du monde et lui donne sa place au Conseil de sécurité de l'ONU ; il y a aussi les richesses actuelles, le nickel et les ressources potentielles dans l'océan.

Quand les partis dit « loyalistes » composés en partie de nouveaux arrivés, veulent rester accrochés à la France, ils sont en concordance de vue avec l'État Français et c'est ce qui leur donne leur force.

La plupart des nouveaux arrivants ne s'intéressent pas à l'histoire du pays, aux souffrances des Kanak. Ils connaissent peu la culture du Pays. Ce n'est pas le cas des populations anciennement installés au Pays (calédoniens) qui connaissent l'histoire par leur vécu et ont aussi une certaine connaissance de la culture Kanak.

Quand le pays sera indépendant, ce qui est inéluctable, ces Européens devraient changer leur logiciel. Ils ne pourront plus s'accrocher à la France, ce qui les empêchait de s'intéresser au Pays profond. Ils vont devoir faire un choix : vivre à égalité avec les Kanak, reconnaître leur culture, leur pensée, leur façon de vivre... et c'est mon espoir. Ce sera le début du destin commun. 🌿

Bonne lecture !

(Mme Maguite Declercq est l'épouse de Pierre Declercq, militant indépendantiste européen, assassiné le 19 septembre 1981)

LA PÉRIODE TRANSITOIRE, INCOMPRESSIBLE ET NÉCESSAIRE

Dans les diverses préoccupations des citoyens calédoniens, notamment dans l'hypothèse d'une indépendance, il y a la période transitoire. Une phase cruciale à double titre. D'abord, c'est à ce moment-là que va s'opérer le transfert des dernières compétences encore détenues par l'État français vers le nouvel État, pour ainsi « refermer la parenthèse coloniale ».

Ensuite sera proposée et débattue avant son adoption, la nouvelle constitution qui prévoit l'organisation politique et institutionnelle.

Quelles sont les réactions des partenaires historiques ? L'État français se contente d'un rôle « équidistant ». Quant à la droite coloniale, cohérente avec sa vision conservatrice, elle refuse d'adhérer au schéma.

■ Une demande ancienne des indépendantistes...

Rappelons que, même avant la 1^{ère} consultation, le FLNKS avait demandé à l'État français, 3^e partenaire dit historique de l'ADN, d'éclairer les citoyens calédoniens sur sa position dans l'hypothèse où la NC devenait indépendante, ce qui est d'ailleurs une exigence de l'ONU. Or, sur pression de la droite coloniale, l'État français n'avait communiqué sa position que quelques semaines avant le 4 novembre 2018, et de façon laconique. Cela n'a pas permis une information large vers l'ensemble des citoyens calédoniens.

Pour la 2^e consultation, malgré une décision du dernier Comité des Signataires (Paris, 9 octobre 2019), l'État français vient de produire un petit document qui ne correspond ni à notre demande ni à nos attentes. Or, pour la transparence, les citoyens doivent être « éclairés » sur les relations que l'État français souhaite entretenir avec le nouveau Pays pendant et après la période transitoire.

■ Les propositions des indépendantistes...

Cette vision du FLNKS doit rassurer les citoyens qui hésitent à s'engager dans le OUI, mais La Voix de KANAKY souhaite une implication forte de l'ONU dans le processus, qui donnera une garantie supplémentaire à tous.

En attendant, seuls les indépendantistes donnent leur vision sur les périodes d'après le 4 octobre dans le cas d'une situation de pleine souveraineté. Comme pour la 1^{ère} consultation, le FLNKS a abordé « la période d'installation du nouvel État » dans une brochure parue début août, plus précise et détaillée que celle de 2018.

Après le 4 octobre, se succèdent 3 phases. La première sera la prolongation de la loi organique de mars 1999 sur 9 mois, jusqu'à juin 2021. Cette phase est nécessaire pour élaborer la loi de transition. La seconde phase est la période transitoire qui va durer deux ans, de juin 2021 à mai 2023. Enfin, la troisième et dernière phase est le passage à la pleine souveraineté concrète par l'élection des institutions du nouveau Pays. 🗳️



Assemblée Nationale Constituante



PERIODE D'INSTALLATION DU NOUVEL ETAT DE KANAKY-NOUVELLE CALEDONIE



PROCLAMATION DE L'INDEPENDANCE PAR LE FLNKS

Octobre 2020

VOTE LOI DE TRANSITION & DATE REFERENDUM CONSTITUTIONNEL par le Parlement français

26 juin 2021

ADOPTION DE LA CONSTITUTION DE KANAKY NOUVELLE CALEDONIE LA FRANCE RECONNAÎT L'INDEPENDANCE

26 juin 2022

ELECTION DES INSTITUTIONS DE KANAKY-NOUVELLE CALEDONIE. VOTE OBLIGATOIRE

Mai 2023

Pour un RÉFÉRENDUM SEREIN

L'État et toutes les organisations politiques locales ont déclaré que le jour du vote en 2018 s'était bien passé, dans la sérénité ...Qu'en sera-t-il pour le référendum du 4 octobre 2020 ? Nous ne traiterons que d'un indicateur, celui de la possibilité de voter. Les populations concernées, kanak colonisés mais aussi autres, auront-elles la possibilité de voter pour le devenir de leur pays le jour « J » ?

Qu'en est-il des électeurs inscrits dans leur île mais habitant temporairement sur la Grande Terre ?

Ces électeurs inscrits à Maré-Lifou, Tiga, Ouvéa, Bélep et l'île des Pins peuvent voter dans un bureau délocalisé, installé sur Nouméa à la salle Veyret de Rivière-Salée. Pour cela, il fallait se faire connaître dans les bureaux administratifs du Haussariat durant 7 semaines, mais avant le 17 juillet. Il s'avère que de très nombreux îliens n'ont pas pu faire cette démarche dans les délais, trop courts et se terminant trop tôt par rapport au référendum reculé d'un mois.

Une importante mobilisation (marches de protestation) est lancée par un Collectif bureau délocalisé, lequel demande la réouverture d'une période d'inscription pour les électeurs concernés des 5 îles.

Celui-ci semble avoir été en partie entendu par la reprise des inscriptions délocalisées pour l'instant du 31 août au 5 septembre au centre administratif du Haussariat en face du parking Champion ou dans une subdivision (Wé Lifou – La Foa et Koné).

Espérons que l'amplitude horaire accordée sur une semaine y compris le samedi suffira à permettre l'inscription de tous ceux des îles qui veulent voter. La droite locale, contre cette réouverture, considère catégoriquement que les électeurs îliens peuvent faire des procurations ou se déplacer. Mais qu'en est-il vraiment ?

Concernant la procuration : celle-ci est difficile à obtenir dans un commissariat, une gendarmerie ou autre car la droite locale a tout fait pour rendre les conditions difficiles, contrairement à la procuration pour les autres élec-

tions. Un justificatif officiel doit accompagner la demande : certificat médical attestant que l'électeur ne pourra pas se déplacer (mais tout le monde n'est pas malade, ou en situation de handicap), ou attestation du patron (mais beaucoup n'ont pas d'emploi) !

Concernant le déplacement dans son île, cela revient très cher. Beaucoup n'ont pas les moyens. L'État semblerait s'engager sur le fi-



nancement de rotations avion ou bateau, mais cela sera-t-il réalisé et sera-t-il suffisant ?

Les chiffres officiels indiquent que 5193 électeurs sont délocalisés pour un potentiel de 10 000 procurations environ réalisées pour d'autres élections. L'écart reste encore trop grand !

De nombreuses populations, autres que les électeurs des îles vivant en grande terre peuvent être en difficulté pour l'obtention d'une procuration ; quelques situations parmi bien d'autres :

*** Les électeurs hors de la Nouvelle Calédonie :** en France, à l'Étranger. Des témoignages de parents révèlent des difficultés : des commissariats, gendarmeries, consulats ne savent pas qu'il y aura un référendum, et s'interrogent :

où est la NC ? ! Certains réclament une attestation de résidence en NC, non prévue par les textes ! D'où un problème de communication, d'acheminement de documents par les jeunes et leur famille. Certains signalent aussi le manque d'accompagnement, de soutien de la part de la Maison de la NC à Paris, etc.

*** La possibilité de voter lorsqu'on est détenu au Camp Est.** L'ouverture d'un bureau de vote serait une solution simple, ou des permissions de sortie. Mais non, il faut assumer les tracasseries de l'obtention d'une procuration ! Chaque détenu et sa famille lors des visites, devrait recevoir les informations nécessaires : est-ce que je figure bien sur la liste électorale ? Dans quelle commune du pays je dois voter ? comment je fais pour avoir un mandataire et les

renseignements pour cela : son nom (de jeune fille pour une femme), prénom, date de naissance, adresse ; a-t-il déjà pris une procuration ? (une seule est autorisée). Un OPJ tient des permanences au Camp Est : le détenu sera-t-il appelé pour le rencontrer ? C'est un parcours du combattant même si l'administration pénitentiaire dit faire le maximum et collaborer avec l'écrivaine publique que tout détenu peut rencontrer, ainsi que le SPIP...

*** L'établissement d'une procuration quand on est en maison de retraite ou malade au médipôle...** La famille doit accompagner la personne concernée en demandant au commissariat du quartier de se déplacer au chevet de la personne lorsque celle-ci a un justificatif médical et les renseignements nécessaires. 🐾

Par le simple fait que la droite locale ait obtenu l'autorisation de l'Etat d'utiliser dans la campagne électorale les couleurs de la France et maintenant son hymne, n'est pas fait pour apaiser les esprits et encore moins pour rendre ce référendum serein. Pourtant c'est vers cela qu'il nous faut aller tous ensemble.

DE PLUS EN PLUS DE NON KANAK SONT INDÉPENDANTISTES

Le calcul de J. Lafleur a échoué. Positivement.

Pierre Brétégnier, ancien « bras droit » de M. Lafleur l'a écrit : les « concessions » (sic) de l'ADN devaient « les décourager de demander l'indépendance. Il [M. Lafleur] espérait leur démontrer que cela n'était pas facile de gérer un pays ».

■ **Et voilà qu'au contraire le pays y prend goût.** Quoi de plus légitime, l'ensemble de nos voisins immédiats, au nord, sud, est et ouest, pauvres ou riches, plutôt océaniens ou plutôt européens, petits ou grands, sont déjà indépendants et s'en portent très bien.

■ **L'autre erreur de la droite**, aveuglée par son dépit, est de croire que cette volonté d'émancipation qui progresse est le signe du clivage accru des populations. Bien au contraire, beaucoup de citoyens réfléchissent dorénavant à cette question qui les faisait considérer comme des traîtres il y a 20 ans, et certains ont déjà franchi le pas.

■ **Les broussards se côtoient et se connaissent ;** ils disent eux-mêmes souvent à ceux de Nouméa que chez eux, le Destin Commun est déjà là. Les provinces indépendantistes ont parfaitement montré qu'elles voulaient ce destin commun et ne défavoriseraient pas les non kanak.

■ **A Nouméa, les nombreuses conférences** récentes autour de l'indépendance ont fait salles comblées. Les participants étaient de toutes ethnies ainsi que les preneurs de micro, pour la plupart très mesurés et calmes.

■ **Si la consultation a montré l'ancrage du « Oui »** chez les Kanak, elle a aussi révélé quelques surprises, dans des communes où le nombre de votes indépendantistes dépassait pour la première fois celui des seuls Kanak.

■ **Les provinciales qui ont suivi ont renforcé la proportion de votes indépendantistes** à 44,6 %, et pourtant en décomptant l'Éveil Océanien avec les loyalistes !

■ **Ce détachement Océanien de la droite** montre aussi leur volonté affirmée de réfléchir eux mêmes à la question de l'indépen-

dance sans pression, ce qui était le cas avant. Et leur décision de ne pas donner de consigne de vote pour le 4 novembre va encore dans ce sens, ce qui libérera des « oui » auparavant « honteux ».

■ **L'idée même de « majorité océanienne »** invoquée par le président du congrès, a été

■ **Et enfin, les municipales**, certes un peu chaotiques, ont montré les progrès de l'idée d'indépendance dans les fiefs du grand Nouméa. Et pas que : à Bourail, par exemple, le maire a été élu haut la main avec des militants Palika sur sa liste ! Et cela n'a pas provoqué d'émeute, ce qui n'aurait pas manqué auparavant. Ailleurs encore des alliances autrefois condamnées se sont faites.

■ **Plus récemment, une manifestation pour l'emploi local** réunissait, à Bourail toujours, bien des « Océaniens », sur ce thème défendu par les indépendantistes, et souvent contourné par la droite qui voudrait bien faire immigrer des centaines de milliers de métropolitains, au grand dam de la plupart des Calédoniens !

■ **D'ailleurs, si Calédonie Ensemble a perdu une partie de ses troupes**, ils ne sont pas tous allés à droite, loin de là. L'ex Maire de Pouembout en est, entre autres, une illus-



précisée ensuite par le leader de l'Éveil Océanien, et se répand de plus en plus : être océanien, ici, c'est se sentir d'ici, avoir une pensée d'ici, un mode de vie d'ici.

Les nouveaux arrivants, résidents mais non citoyens, sont ainsi priés de rester à la place que leur assigne l'ADN, et d'attendre sagement l'indépendance pour demander une possible citoyenneté.

tration.

■ **Le destin commun est en route.** Il passe par l'indépendance qui nous réunira dans la fierté de décider ensemble de nos vies, avec l'appui des peuples du Pacifique et très certainement de la France qui a ses intérêts avec nous.

A chacun de le comprendre.



CAMPAGNE ÉLECTO

Après un travail intense sur le terrain, ce collectif de femmes issues de tous horizons et crée en 2018, redonne la parole à leurs sœurs qui sont encore trop peu nombreuses à se déplacer dans les meetings électoraux.

VALEURS HUMANISTES

Face à la société de consommation, les « FEoui » entendent privilégier les valeurs humaines que sont **le partage, le respect et l'harmonie avec la nature**. « Aujourd'hui, l'évolution de la société manque cruellement de cette sensibilité et de ces valeurs. Il est donc important que, nous les femmes, on se fédère au-delà de nos différences culturelles ou ethniques », estime Oriane Trolue, porte parole du Collectif.

LE NOM DU NON SERAIT : « DIVISION », voire « CHAOS » !

La droite extrême de « l'Avenir en Confiance » (vraiment?!) alliée au Front National, et celle plus conciliante de « Calédonie Ensemble » (minoritaire et séparée de l'AEC) s'opposent frontalement.

On voit mal quel programme commun ils pourraient avoir.

CE accuse AEC d'un Avenir « raciste » et « séparatiste », et l'AEC refuse d'inclure CE, qualifié de « Nationaliste ».



Les « rêves » de futur des deux droites donnent envie de voter « oui », ... même à certains non indépendantistes qui préfèrent, du coup, l'indépendance !!

Au niveau du vivre ensemble, Mme Backès a donné le ton : « notre objectif est qu'on continue à pouvoir vivre côte à côte » ! Minimaliste ! **Pierre Brétégnyer, lui, prône la partition**, et les ténors de l'AEC l'ont plutôt approuvé : après un « non » majoritaire, il faudrait la dissolution du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, et la création de deux états, l'un plus 'noir', l'autre plus 'blanc' avec leurs gouvernements, intégrés à la France bien sûr. Ce que rejette pourtant catégoriquement CE.

Pierre Frogier estime, lui, qu'on va vers la guerre civile : quel que soit le résultat, il serait refusé ! Au moins, on sait maintenant ce qu'il pense faire en cas de « oui » majoritaire...

Pour l'agriculture, l'ex ministre Metzdorf a réitéré ses projets : subventionner et développer les propriétés privées, les seules selon lui qui produisent ! Impasse totale sur les terres coutumières (il oublie les chiffres qui montrent qu'elles produisent autant que le « privé »!), sauf pour les donner en gestion à des européens, et pourquoi pas à de nouveaux arrivants !

Pour le nickel, c'est connu, ils sont tous pour donner nos richesses aux multinationales si

le « non » gagne. Ça devait être plus sûr. On voit ce qu'il en est avec Valé... voire la SLN !

Pour le rééquilibrage, grosse hypocrisie unanime : ils voudront changer la répartition des financements des provinces, au prétexte que le Sud a maintenant plus de monde, venu des autres provinces. La réalité, c'est que c'est surtout l'immigration extérieure qui a gonflé la population du sud, et qu'ils l'ont encouragée, au détriment de l'emploi local souvent ! Et la (clé de) répartition des financements a au contraire bien servi à aider les gens de brousse à vivre dans leur commune d'origine. On rappelle cependant que chacun est de toute façon libre de vivre et travailler où il veut. Mais ce ne sera plus forcément le cas si le « non » l'emporte...

Le corps électoral dégelé aux provinciales, et donc la citoyenneté pour tous après dix ans de présence, est sans doute un point majeur, un séisme que provoquerait un « non » majoritaire.

Mme Backès ment sans cesse à ce sujet, en répétant qu'il était glissant « au départ » en 1998, et devenu « figé » en 2007 par un vote d'« ignorance » des élus français (parlement et sénat !) pourtant à la quasi-unanimité ! Rien que ça, tous élus confondus idiots et ignares, droite et gauche.

La droite avait bataillé des années pour changer les choses, sur une interprétation faussée d'une expression de l'ADN. Démenti cinglant,

dans leur propre camp et au-delà, jamais dirigé !

Ils mentent aux Français installés et non citoyens : ceux-ci savent qu'ils sont résidents de par l'ADN, et doivent le rester, sauf à reprendre la colonisation de peuplement, et donc à refaire surgir le combat farouche des Kanak, voire de tous les citoyens pour préserver leur identité et leur emploi ! Le futur pays indépendant seul pourra modifier ces règles, prudemment par des intégrations progressives.

Un troisième référendum ? Sur le sujet, c'est la cacophonie des droites. Certains, têtus, voudraient l'annuler, d'autres voudraient qu'il ait lieu au plus vite, c'est à dire avant la présidentielle française, et là, danger encore : on se souvient de la surenchère entre Chirac et Mitterrand, qui avait abouti à la tuerie délibérée d'Ouvéa pour gagner quelques voix ! La droite locale n'en a cure ; pour elle, plus vite, cela signifie avec un Président qu'elle sait acquis à la Calédonie Française, et aussi le mirage des changements rapides cités ci-dessus... dont certains sont inconstitutionnels (partition) et d'autres contraires à l'ONU (corps électoral dégelé).

Mais qu'importe. Comme l'écrivait M. Gomès, il faut que « continue à vivre le rêve calédonien ». Le nouveau slogan de CE est d'ailleurs particulièrement cynique : « j'écris ton nom » est la phrase clé répétée à l'envie d'un célèbre et joli poème de Paul Eluard, dont le titre est ... « liberté » !!

CTORALE - LES « FEOUI » (Femmes engagées pour le «Oui», en campagne en faveur de l'indépendance du pays)

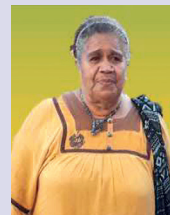
ÉMANCIPATION DES FEMMES

Pour les « FEOUI », l'émancipation du pays et l'indépendance ne sont qu'une première étape vers l'émancipation des femmes calédoniennes en général, même si le collectif sait bien qu'il y a encore beaucoup de travail pour atteindre une société plus égalitaire entre les hommes et les femmes. Oriane précise : « On voit l'indépendance comme un levier. Ce n'est pas une baguette magique et une fois qu'on aura voté « Oui », tout ne sera pas réglé, mais c'est le moyen d'épurer la société de ces séquelles coloniales que sont les inégalités, les discriminations, la division du peuple et l'insécurité ; pour ensuite parvenir à traiter ces problématiques d'inégalité et de violence entre les hommes et les femmes ».

Toute l'équipe du journal a appris avec tristesse le décès de Marika KAPOERI.

Elle a été une militante de la première heure, ne comptant pas son énergie pour militer avec cœur sur tous les fronts : droit de l'enfant, droit de vote, écologie, social, survivance des langues et de la culture kanak. Ses armes c'étaient la parole forte posée avec extrême douceur, l'obstination, la persévérance et l'amour de son prochain avec un besoin de justice chevillé au corps.

Marika nous manquera longtemps, nous ne t'oublierons jamais...



REMOBILISONS-NOUS POUR LE OUI

Le 4 octobre 2020 nous sommes à nouveau appelés aux urnes pour voter et choisir le destin politique de notre pays en répondant à la même question posée au référendum du 4 novembre 2018 « Voulez-vous que la Nouvelle Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante »

Les résultats encourageants que nous avons engrangés en 2018 en faveur du OUI (43,33%) contre 56,67% pour le NON nous confortent dans l'idée que nous sommes sur la bonne voie, celle de l'émancipation de notre pays et de la décolonisation.

Par ailleurs ces résultats nous démontrent que le potentiel indépendantiste existe, et qu'il faudra encore se mobiliser pour aller convaincre les 33066 abstentionnistes majoritairement indépendantistes qui n'ont pas cru nécessaire d'aller voter.

Lors du scrutin du 4 novembre 2018, il manquait environ 9000 voix supplémentaires pour atteindre les 50% de vote pour que le OUI l'emporte.

du monde économique.

La crise sanitaire que vient de traverser le pays a révélé au grand jour les limites et les insuffisances du système actuel auquel le pays est confronté. Elle nous interpelle sur un modèle issu de la colonisation et qui n'arrive plus à se réformer. La Droite Locale a une fois de plus fait appel à la France pour un prêt de 28 milliards condamnant le pays à s'endetter pour plusieurs années alors que le FLNKS propose de construire le pays qui sera en rupture totale avec des logiques héritées du Passé Colonial.

C'est ce modèle là que la droite nous propose si le pays reste dans le cadre français alors

que le modèle économique et social que le FLNKS propose de construire est la rupture avec des logiques issues du passé colonial qui engendrent un développement inégalitaire de notre pays et créent des déséquilibres économiques et sociaux longs à rattraper.

Convaincre, c'est ce que le FLNKS se propose de faire pendant le temps qui nous reste avant **le vote du 4 octobre 2020** en élaborant une programmation de campagne en 3 phases – lancement – activation – intensification – définie à sa convention de Karigou, Dumbéa le 18 juillet 2020.

Le FLNKS a décidé de prendre à bras le corps cette campagne en s'appuyant sur les CNC pour quadriller le terrain et porter son projet politique à tous les niveaux de la société.

Au référendum du 4 Novembre 2018, l'idée d'indépendance a traversé le monde indépendantiste traditionnel, d'autres citoyens du Pays d'origines diverses sont venus nous rejoindre en adhérant à notre vision de ce que pourrait être une Nation Pluriculturelle, le reflet de notre société. 🌿

A ce scrutin du 4 octobre 2020, Le O U I doit l'emporter.

ET pour gagner il faut :

- Convaincre et dire encore une fois que l'indépendance reste la seule issue du processus de décolonisation inscrit dans l'Accord de Nouméa, commencé en 1998 avec le transfert progressif des compétences détenues par l'Etat. Celles qui restent à transférer relèvent de la souveraineté.
- Convaincre pour dire que le pays ne peut plus avancer avec le statut actuel qui engendre des frictions permanentes sur le partage des compétences entre la NC et l'Etat à des moments de crise. Que le pays pour avancer, a besoin de s'émanciper pour décider et assumer pleinement ses responsabilités sans entrave.

Faire croire, encore aujourd'hui, qu'une solution au sein de la France existe, est hasardeux. Cela ne fera qu'alimenter et entretenir une période d'incertitudes et des risques de confrontation entre indépendantistes et non indépendantistes, entretenir l'instabilité institutionnelle et politique et saper la confiance



TIENS ! TIENS ! ON NE NOUS A PAS TOUT DIT...

Oui, les capitaux sont nécessaires au développement, mais...

La plupart des pays, même riches en matières premières, se font dévorer par l'ogre de la haute finance, qui avance masqué et cela semble donc être une mystérieuse malédiction.

Le modèle colonial, à visage désormais découvert ici, s'érige contre notre nationalisme économique et dilapide nos ressources minérales. A chaque fois que notre droite, avec la complicité de l'État, est à l'initiative pour « développer » notre industrie du nickel, on nous dit qu'il ne faut pas devenir majoritaires au capital.

Cette complicité malveillante fait la part belle aux multinationales et aux banques d'affaires qui ne laissent que quelques miettes au pays. *Rothschild & Co*, *Goldman Sachs* ou autres, sont des leaders mondiaux des fusions/acquisitions qui transmettent le patrimoine d'une société à une autre en se servant au passage.

La SLN a appartenu aux Rothschild de 1883 aux années 1980 après que l'État français en ait repris le contrôle partiel. Cette collusion étatique avec la finance, dénoncée depuis plus d'un siècle, le fut encore en 1974 à l'assemblée Nationale française, lors dudit rachat de la SLN.

Mais qui contrôle qui, quand on connaît leurs relations, étroitement liées à la dette abyssale de l'État français ? Que sont devenus les intérêts supérieurs de la Nation dilués dans le nœud étatico-financier promoteur de la suprématie occidentale.

Oui, les accords et « joint-venture », c'est bien, mais...

Ici ce sont trop souvent des accords discrets au service du colonialisme ! En mai 2018 Macron érigeait en doctrine, l'axe indo-pacifique. Ancien ministre de l'économie de F. Hollande il fut aussi banquier chez Rothschild, et surnommé

« le Mozart de la finance ». Tiens-tiens !

Il a rencontré le ministre australien Mr Turnbull, ancien directeur général de ... Goldman Sachs. Tiens- tiens !

Et ils viennent de signer le contrat du siècle, 34 milliards d'euros, pour la vente de 12 sous-marins français, armés par les Etats-Unis. L'Australie est supposée contenir l'émergence de la Chine dans la région.



Là, c'est le canular de la Chine ennemi n°1 qui refait surface.

La Chine comme les autres puissances, cherche l'intégration verticale de son industrie : contrôler la ressource, du produit brut au produit fini est aussi la règle de l'occident. Michelin a racheté des plantations d'hévéas au Brésil et en Afrique pour ses pneus. Engie contrôle des gisements de gaz naturel, etc. Les grandes puissances cherchent à contrôler la fabrication de batteries lithium-ion, depuis l'extraction du Nickel/Cobalt. Et Vale NC se tourne vers le marché des batteries au Nickel/Cobalt. **Tiens-tiens !**

Le bon sens et notre intérêt voudraient que pour le rachat à « coût zéro » de Vale, la « Team Australia » s'efface au profit du partenaire coréen proposé par la SMSP. Notre pays disposerait alors de 51% de parts dans une nouvelle société solide, comme

pour Vavouto. Saluons au passage le grand réalisme patriotique et la vista en termes de négociation de notre élite industrielle indépendantiste. Le seul média, pour une fois, à nous appuyer, a été le « Chien Bleu » en démontrant clairement, chiffres à l'appui, la cohérence économique de notre choix !

L'État français tente pourtant de bloquer cette transaction, tel une ventouse d'un tentacule de la pieuvre financière mondiale, pour s'ingérer dans notre souveraineté.

Pour peu qu'on les laisse faire, avant même que l'on soit en capacité de négocier nos interdépendances, ces fonds vautours sont prêts à nous dépecer en hypothéquant pour longtemps nos titres miniers.

Aussi hâtons-nous de devenir indépendants et demeurons incorruptibles face à l'insatiable volonté de contrôle planétaire par certaines grandes familles.

Nous devons rester fermes dans la négociation, afin de contrer tant de supercheries de grandes maisons, qui jusqu'à ce jour empêchent encore

notre politique de redistribution de la richesse. Le combat sera âpre mais pas insurmontable face à ces forces occultes qui sont néfastes pour notre niveau de vie et plus largement notre Liberté.

« Le Nouvel Ordre Économique international s'inscrit tout simplement, à côté de tous les autres droits des peuples, droit à l'indépendance, au libre choix des formes et des structures de gouvernement, comme le droit au développement. Et comme tous les droits des peuples, il s'arrache dans la lutte et par la lutte des peuples. Il ne sera jamais le résultat d'un acte de la générosité d'une puissance quelconque. » Extrait du Discours de Thomas Sankara devant l'assemblée générale de l'ONU en 1984, un fameux 4 octobre. Il a ensuite été assassiné. **Tiens- tiens...**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Notre journal ne vit que par les abonnements et la vente à la criée en Kanaky

Je communique mes coordonnées :

Prénom

NOM

Adresse

Tél.

Email

Date Signature

Je désire recevoir le journal : En format papier ☐ ou par e-mail ☐ ou par les deux moyens ☐

LA VOIX DE Kanaky

OUI, je souhaite m'abonner à la Voix de Kanaky

☐ 1 an (6 numéros) soit 1000 F cfp

☐ 1 an abonnement de soutien (6 numéros) à partir de 3000 F cfp

☐ Si chèque en euro, 1 an 10 euros (soutien 30 euros)

A renvoyer accompagné de votre règlement à l'ordre de :

ELAN DES CONQUES

BP 14948 - 98803 NOUMEA CEDEX

NOUVELLE-CALÉDONIE

Banque : SGCB - Compte : 18319 06711 43116927013 46

IBAN FR76 1831 9067 1143 1169 2701 346

Bimestriel • Responsable de publication : Christian TEIN • BP 14948 - 98803 NOUMEA CEDEX • Nouvelle-Calédonie

Email : lavoixdekanaky@gmail.com • Imprimé en 2500 exemplaires sur les presses des IRN • ISSN N°260663239

OUVRAGE « Le sens du Oui »



Le sens du Oui est un livre électronique (ebook), écrit par Mathias (Professeur de droit) et Louise

(avocate) Chauchat, père et fille indépendantistes, dans la perspective de la consultation du 4 octobre, mais aussi du jour d'après. Il est illustré par le dessinateur de presse Fly

L'écriture recense les peurs et les préjugés vus sur les médias et l'Internet. Il tente d'y répondre rationnellement : y a-t-il un peuple calédonien ? Pourquoi trois consultations ? À quelle date s'arrête l'Accord de Nouméa ? Et le jour d'après ? En deçà du partenariat ?

Quelle nationalité pour le pays ? L'argent va-t-il disparaître ? La propriété sera-t-elle garantie ? Tout ce qui n'est pas en question dans la question. Doit-on tout écrire de l'avenir ?

Ce livre appelle à la raison et à la tolérance, sans différer pour autant le principe de décolonisation du pays. Il propose des compromis gagnant-gagnant autour de valeurs universelles et océaniques à partager.

Les questions les plus sensibles sont traitées sans les esquiver :

Sommes-nous trop petits ? Le pays est-il vraiment indépendant en signant un partenariat ? Peut-on tout remettre en cause par le Non ? Qu'en est-il des propositions sur la partition ou le fédéralisme avec la France ? Qu'en est-il de la voie autochtone ? Perdra-t-on notre passeport français ? Perdra-t-on l'argent de la France ? Va-t-on prendre ma propriété et

généraliser les terres coutumières ? L'économie va-t-elle s'effondrer ?

Délinquance, mine, santé, éducation et l'indépendance du pays. Sommes-nous prêts ? C'est le moment de discuter des compromis qui permettent de construire un futur partagé avec le Oui... 

La Voix de Kanaky souscrit au contenu de cet ouvrage solide et argumenté, uniquement disponible en version électronique à partir du lien : <https://www.kobo.com/fr/fr/ebook/le-sens-du-oui>

L'avantage est de pouvoir l'obtenir dans tout le pays sans aller l'acheter à Nouméa et de le **diffuser à tous pour seulement 120 F.CFP.** Bonne découverte !

COURRIER DES LECTEURS

JE T'AIME MA KANAKY !

Je ne sais pas depuis combien de temps je t'aime. Peut-être depuis toujours. Est-ce que cet amour a traversé le temps jusqu'à moi ?

Je t'aime tellement que je sacrifie du temps avec les miens. Je t'aime tellement que ma détermination à agir avec les outils que j'ai dans les mains me rend presque infatigable. Mais ma mère, mes frères et sœurs de sang, de lien mais aussi de cœur, me rappellent que nous ne sommes que des êtres humains. Nous avons besoin de nous reposer et nous pouvons mourir demain. Mais je continuerai à travailler dur pour toi !

L'aimez-vous de la même façon que moi ? Moi je l'aime tellement que parfois j'en pleure. L'amour que j'ai est incommensurable. Mais à côté de ça, eh bien on lui fait mal, et impuissante je suis face à ce viol collectif pensé, acté et signé... en arrachant en son sein ce qui nous nourrit, le vert n'a plus de sens !

- A côté de ça, eh bien on viole ses enfants sans impunité, et impuissante je suis face à cette culture du non-dit !

- A côté de ça, la violence morale, physique et institutionnelle s'est installée dans nos foyers, dans nos pensées....et impuissante je suis !



- A côté de ça, les addictions, à l'alcool, au sucre, au cava, au bingo, au sexe, à l'infidélité, sont données comme référence à bon nombre de ces enfants...et impuissante je suis.

J'ai grand espoir que l'arrogance, la dictature, le machisme, le sexisme seront bannis dans

l'Education Nouvelle de la Nation de demain. Même si je ne suis pas à la hauteur de ton idéal, ma Kanaky, je tente de progresser ! Même si je fais des erreurs, je les reconnais pour être encore digne de porter ta lutte !

Avec tous mes défauts et mes qualités, mon cœur restera grand comme l'océan qui entoure mon Pays et je continuerai à me soigner dans ce processus de décolonisation; je continuerai à croire que chacun et chacune d'entre nous peut progresser et changer.

Combattantes de la liberté, mamans, grands-mères, sœurs, tantines, belles sœurs, se lèvent pour porter ton combat et rappeler à toutes et à tous nos devoirs, notre part à donner de là où

nous sommes pour t'élever au rang de Nation.

Je te déclare mon amour en ce début de campagne référendaire. 

JE T'AIME MA KANAKY !

Florenda NIRIKANI

Grand merci aux 65% du peuple Français qui soutiennent leurs camarades Kanak et autres indépendantistes dans leur lutte pour une nouvelle nation plus juste et solidaire.

(Extrait du dernier bulletin de « Solidarité Kanaky »)

Soutien à la lutte du peuple Kanak

L'ETAT N'EST PAS UN ARBITRE... C'EST UN ACTEUR !

LA FRANCE DOIT DÉCOLONISER LA NOUVELLE-CALÉDONIE !

solidaritekanaky.fr